

## **Conseil national du PCF — 24 avril 2021**

### **Elections départementales et régionales – Rapport de Pierre Lacaze**

---

Bonjour à toutes et tous, j'espère que vous allez bien.

A la veille des élections de fin juin, le sujet majeur pour nos concitoyens reste la question de la pandémie et, en corolaire, les aléas de la campagne de vaccination du gouvernement qui sera certainement retardée au vu des difficultés engendrées par les effets secondaires du AstraZeneca et les retards de livraison. Nous sommes face à un effet désastreux de la course à la rentabilité et de la concurrence de tous contre tous des groupes pharmaceutiques avec des enjeux capitalistiques énormes de plusieurs dizaines de milliards d'euros. Nous devons continuer à être très présent sur cette question du vaccin, y compris pour dénoncer la course à la rentabilité et au fric sur ces activités d'urgence vitale pour les populations.

Nous ne devons pas lâcher la bataille pour la production massive de vaccins et le contrôle des produits, comme celle de l'exigence de moyens pour les hôpitaux et les soignants. Nous avons franchi la barre symbolique des 100 000 morts et les cas se multiplient avec la crainte du variant brésilien. La question de la dette et du plan de relance viennent aussi dans les discussions de nos compatriotes et devient un sujet politique immédiat et pour les mois qui viennent.

L'actualité politique a été marquée en dehors des polémiques sur les maires écologistes par la question de la présidentielle : avec le choix des délégués communistes à notre conférence nationale de proposer Fabien Roussel comme candidat, le sondage IFOP du *JDD* du 10 avril et la réunion des partis de gauche à l'initiative de Yannick Jadot, plus les sorties médiatiques de Xavier Bertrand.

La question de la préparation du 1<sup>er</sup> mai où nous renouvelons la vente de muguet virtuel en lien avec les luttes multiples qui se déroulent dans le pays, refus des licenciements, mouvement des énergéticiens, mobilisations dans les fonctions publiques, sera abordée lors du conseil national comme celle de la Fête de *l'Humanité* et méritent toute notre attention. Nous reviendrons aussi sur les suites de la conférence nationale, et je n'aborderais pas les questions internationales m'en tenant à la question des élections régionales et départementales. Dans le dernier baromètre de l'institut CSA sur les préoccupations des Français, la question de la santé occupe et de loin la première place, suivie par le pouvoir d'achat, la protection sociale, l'emploi et l'éducation, nettement devant la sécurité l'environnement et le chômage.

La question de la protection sociale et le soutien aux services publics de santé peuvent être avec l'emploi et l'éducation des marqueurs structurants du choix de vote de nos concitoyens au même niveau que la sécurité et l'écologie souvent mis en avant ou instrumentalisés. Ces thèmes orientent aussi les choix électoraux. La sécurité est revenue dans le débat et l'actualité avec le verdict sur l'agression de policiers à Viry Chatillon, l'annonce d'Emmanuel Macron sur le déploiement des 10 000 policiers et l'assassinat ou l'attentat odieux à Rambouillet. L'écologie le sera à nouveau certainement d'ici juin. En revanche, tenons compte que les préoccupations actuellement sont sur des sujets où nous sommes plus à

l'aise, même si nous devons nous emparer pleinement des deux autres, nous sommes pour la sécurité de toutes et tous dans tous les domaines et pour l'écologie.

Mais sur l'emploi, la justice sociale l'éducation, la santé, soyons à l'offensive et identifiés. Dans ce contexte nous pourrions avoir des initiatives en mai et début juin en lien avec nos candidats sur santé ou emploi ou éducation à l'échelle de tous les départements, des journées d'action qui nous identifieraient sur ces questions à l'échelle nationale et dans les campagnes électorales locales. Ce pourrait être une proposition validée par le conseil national, en plus de l'adoption du texte donnant à voir notre engagement sur les départementales, nos objectifs politiques et nos propositions. Ce texte vous a été envoyé jeudi, je suis preneur de remarques et ajouts d'ici 11h, pour pouvoir l'adopter durant notre séance.

L'étude Odoxa pour *Le Figaro* ou le sondage IFOP du *JDD* donnent à voir une réalité dont nous devons discuter : c'est le mauvais état de la gauche. Pour la présidentielle, nous sommes tous dans un étiage de 3 à 6, 7 ou 11 %, Roussel, Jadot, Hidalgo, Mélenchon sont jugés dans cet ordre, mais de fait dans un étiage bas, tous confondus. Et si la majorité de nos concitoyens répond oui, bien sûr, à la question de savoir si on veut un candidat unique de la gauche, en revanche, aucun des candidats en lice ne les satisfait et la demande est forte pour de la clarté sur les projets et le refus d'accords de façade. Avec le constat aussi dans le sondage de l'IFOP que les candidats de gauche Mélenchon ou Jadot perdraient derrière Le Pen au second tour et que l'étiage du rassemblement de tous reste faible et ne crée aucune dynamique.

Si les deux l'étude et le sondage insistent sur la question de la division de la gauche ils soulignent surtout ses faiblesses. La réunion à l'initiative de Yannick Jadot où nous avons répondu présent a souligné d'ailleurs cette situation. Mélenchon dit non et dénonce une mascarade, Bayou avertit que le pôle écologiste a sa primaire et aura son candidat et le couple Faure-Jadot, semble-t-il bien préparé, annonce un candidat commun du PS et d'EELV alors que la rencontre ne dit pas ça.

Nous avons pour notre part insisté, comme d'autres, sur la question du contenu et pas d'un accord vide de sens sur une personnalité et porté notre proposition reprise en partie par EELV de travailler au renforcement de toute la gauche avec des candidats à la présidentielle porteurs de leurs projets et travaillant à un pacte d'engagement législatif pour donner une perspective majoritaire pour le pays.

La faiblesse de la gauche sur les contenus ou les thématiques sociales ou industrielles, sur le vote populaire, la déception vis-à-vis des expériences passées quinquennat de 2012 à 2017 ou du résultat de la présidentielle de 2017 laisse des traces profondes.

Ces questions ont traversé la préparation des élections régionales et départementales. L'offensive est lancée à droite et à l'extrême droite pour que leurs candidats soient identifiés comme des candidats des petits salariés ou employés, de ceux qui souffrent. C'est dangereux et demande de notre part une réponse sur le fond.

Nous sommes dans la dernière ligne droite des élections fixées au 20 et 27 juin, après les multiples hésitations ou manœuvres du gouvernement auxquelles le choix des maires a mis fin. Elles vont se tenir dans un contexte de crise et de pseudo confinement avec une levée

des restrictions annoncée pour début et mi-mai. Nous nous sommes exprimés pour que le gouvernement garantisse les conditions sanitaires de campagne et de vote notamment par la vaccination massive de toutes et tous et donc la production de vaccins. Les conditions de campagne viennent d'être précisées avec l'interdiction des réunions publiques et la possibilité de porte à porte et de distributions de tracts ou de journaux de campagne, la mise en place d'un site internet pour les professions de foi, et d'autres mesures spécifiques. Ce lundi le ministre de l'Intérieur poursuit les rencontres avec les partis et les parlementaires pour discuter de ces conditions de campagne et de vote. Les dates de dépôt des listes seront aussi repoussées d'une semaine, jusqu'au 7 mai pour les départementales et au 17 mai pour les régionales.

On est passé d'une non campagne, d'une quasi paralysie à une accélération soudaine où tout va très vite et où les fédérations les sections doivent mettre en œuvre leurs choix dans un délai extrêmement court. Nous avons préparé et aidé en amont avec une préparation régulière des deux élections en envoyant tôt pour les régionales un document de contenus et de propositions et récemment pour les départementales, avec l'ensemble des documents administratifs. Nous avons envoyé aussi un mémento sur comment se déroulent les départementales et nous assurons un suivi des fédérations pour répondre aux demandes. Nous aurons des modèles de tracts et de profession de foi en début de semaine prochaine.

Nous allons nous aussi adapter nos modes de campagnes électorales à la situation. Il va falloir faire preuve d'imagination, d'aisance avec le numérique mais aussi renouer avec une pratique de mise à jour de nos fichiers d'adhérents et de nos contacts. On s'attend à une abstention massive et la mobilisation des réseaux militants sera déterminante. Attention aussi à la question des procurations, deux possibles par personne, c'est un enjeu. La médiatisation plus importante des régionales, leur caractère pré-présidentielle pour la presse, l'opinion et plusieurs candidats de droite peuvent améliorer la participation aux votes et avoir un impact sur les départementales. Bon ou mauvais pour nous, selon les endroits. Nous avons eu raison de nous préparer au mieux depuis septembre, même si l'incertitude rendait les choses difficiles et je tiens à saluer le volontarisme et le travail de nos fédérations, de nos sections et de nos candidats et candidates

Dans cette dernière ligne droite nous finalisons des accords et nous commençons à pouvoir faire des projections. Je veux alerter sur les difficultés de fonctionnement liées à nos statuts sur les régionales où plusieurs camarades regrettent que nous n'ayons pas une maîtrise des choix régionaux, stratégie et chef de file, calendrier ce qui a pu compliquer les choses dans l'aide nationale. D'autres camarades soulignent que cela nous permet d'être au plus près des réalités mais il y a pour moi besoin d'une révision des statuts. Il nous faut retravailler ces statuts pour le prochain congrès comme nous en sommes mandatés par le dernier congrès.

Comme sur les départementales et la mise en œuvre de nos choix où parfois une section met à mal l'ensemble de l'accord départemental ce qui pose le débat sur qui, dans les statuts, à la souveraineté. Il y aura des recours à la commission de médiation dans ces affrontements internes rares mais qui divisent profondément l'organisation. Nous connaissons des difficultés au niveau régional aussi, comme dans l'Allier où la fédération a organisé un vote, pour ne pas reconnaître le vote des communistes de la région, à l'encontre de nos statuts et présente des candidats avec le PS quand le choix des communistes est celui d'une tête de liste communiste soutenue par la FI. C'est inacceptable et nous l'avons indiqué aux camarades de l'Allier qui mettent en avant l'enjeu départemental, nous avons

des règles communes et il faut les respecter. Nous agissons de même vis-à-vis de dirigeants de la fédération des Deux-Sèvres qui soutiennent la FI contre le vote communiste régional en faveur d'un accord avec le PS. Ces difficultés dans des régionales ou départementales ne sont pas nouvelles par rapport aux élections précédentes et je l'espère seront limitées, mais ce doit être abordé en lien avec le débat des statuts et c'est attendu par les adhérents.

A la veille du dépôt des listes, quelle est notre situation ?

Sur les régionales, le rapport de force gauche-droite est très défavorable, y compris en intégrant une baisse des écologistes sur les derniers sondages dans les six derniers mois. La presse et les sondages annoncent que la droite devrait conserver ses régions sortantes avec des dangers seulement face au Rassemblement national en Paca et Hauts-de-France.

Partout nous sommes mobilisés pour contredire ce scénario et faire gagner la gauche avec le rassemblement au second tour quand il n'a pas eu lieu au premier tour. La gauche peut être en difficulté dans les régions qu'elle dirige, dans un contexte de divisions de ses majorités, et est menacée dans le Centre-Val-de-Loire ou d'autres régions. Là aussi, nous avons pris nos responsabilités et nous sommes dans le rassemblement pour de nouvelles majorités de gauche répondant aux exigences du moment et donnant plus de contenus aux politiques de réponses aux besoins des populations.

Comme pour les départementales le contexte devrait être favorable aux majorités sortantes. Nous avons abordé ces élections avec un objectif clair, progresser en nombre d'élus communistes et en influence dans ces collectivités, après des résultats aux municipales dans beaucoup de département favorables à notre progression du moins aux départementales. Comme pour les municipales et sénatoriales, nous voulons stopper la série d'échecs et de baisse de notre influence, le bilan des dernières séquences électorales avec des décennies de perte d'élus est terrible : 59 département et 8 régions avec zéro élu communiste, ça met en danger notre parti et nous devons y remédier. Au-delà de la progression globale en nombre d'élus, nous voulons limiter ces déserts politiques terribles pour nos fédérations.

Notre appel au rassemblement sur les régionales de septembre, comme celui du PS pour un accord national des forces de gauche ou celui de Mélenchon en avril pour un accord réciproque de la FI avec EELV, tout cela aura fait chou blanc. Dans un contexte où la présidentielle a influencé les débats et *a contrario* des discours sur le rassemblement, a conduit à des divisions.

Au bout, le résultat est là. La gauche n'est rassemblée que dans une région, avec une dynamique pas facile en Hauts-de-France et elle le sera peut-être en Paca ou Grand-Est, mais elle ne le sera nulle part ailleurs. Le constat est frappant, une gauche divisée dans 12 ou 10 régions sur 13. Et quand il s'agit de faire le rassemblement avec un communiste, que ce soit en Hauts-de-France ou en Normandie tous, selon les endroits, la FI avec EELV ou EELV avec le PS, tous refusent le rassemblement avec un communiste tête de liste, même s'il est le mieux placé. En Corse aussi à cette heure nous n'aurons peut être aucun soutien de forces qui se présenteront ou se rangeront au dernier moment derrière les nationalistes, plutôt que d'avancer avec nous. Paca, Grand-Est et Corse : les choses se finalisent mais nous conduirons une liste en Corse et nous serons dans le rassemblement avec plusieurs organisations en Paca et Grand-Est.

Nous serons dans 6 régions avec une tête de liste PS et la possibilité de gagner et de participer de l'exécutif majoritaire dans 4 ou 5 régions qui sont les sortantes (Bretagne, Nouvelle-Aquitaine, Centre-Val-de-Loire, Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie). Nous pourrions passer de 10 élus en 2015 à 38 élus sur ces six régions, en rajoutant Pays-de-Loire.

Nous aurons peut être un accord avec EELV tête de liste dans 3 régions (Hauts-de-France, Paca, Grand-Est), ou nous passerions de zéro élus à une dizaine. Nous avons un accord avec la FI dans 3 régions dont une où ils ont la tête de liste, (Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Normandie), où nous espérons maintenir nos 19 élus. Il s'agit bien sûr d'attendre le résultat des élections et les conditions de fusion du second tour, mais nous devrions progresser en influence dans la majorité des régions, assurer une présence dans plus d'exécutifs et faire progresser le nombre de nos élus. Nous pourrions donc notamment sur la question des conférences régionales pour l'emploi ou des fonds de soutien à l'emploi avoir plus de poids pour peser en leur faveur et avoir des initiatives dès septembre.

EELV est allié avec le PS en Normandie et pour l'instant partout ailleurs maintient ses tête de liste, y compris en Paca et en Grand-Est. En Pays-de-Loire, Centre-Val-de-Loire, ils sont soutenus par la FI comme dans les Hauts-de-France et peut-être d'autres régions au dernier moment, sans la contre partie qu'exigeait le responsable de la FI. Le pari pour eux de réaliser de très bons scores aux régionales, de gagner des régions et de nombreux élus n'est pas fait au vu des sondages. Pour le PS, le risque est de perdre une ou des régions et certainement des élus.

La FI est annoncée avec de faibles résultats, avec des alliances a géométrie variable en Nouvelle-Aquitaine avec le NPA et en Pays-de-Loire avec Mathieu Orphelin, proche de Macron, candidat du pôle écologiste. La FI devrait progresser en élus, notamment si EELV les respecte au moment des fusions de second tour.

La droite LR pourrait sortir gagnante de ces régionales dont elle veut se servir comme tremplin pour la présidentielle et peut-être y faire le choix de sa candidate ou de son candidat.

Le RN est annoncé avec des scores élevés, mais donné systématiquement battu, sauf peut-être en Paca où la presse alerte sur un risque de victoire. Il devrait rester avec un nombre considérable d'élus et de groupes constitués qui lui structurent son activité politique sur les territoires.

LREM devrait être la grande perdante de ces élections mais devrait conforter sa présence dans les régions par des alliances de second tour avec LR.

Pour les départementales, nous sommes dans d'autres schémas et des scénarios plus favorables à la gauche. D'abord, nous avons été souvent cheville ouvrière du rassemblement et encore plus qu'au régionales PS, EELV ou FI nous ont sollicité pour des alliances. Comme pour les régionales, les camarades soulignent que le climat a changé dans de nombreux départements avec plus de respect de manière générale pour notre parti et de fait, dans beaucoup d'endroits, une capacité nouvelle pour nous de décider de nos alliances. Avec, comme pour les régionales, les difficultés les plus grandes avec EELV et leur positionnement ni gauche-ni droite poussant à l'autonomie.

Le mode de scrutin, la barre des 12,5 % des inscrits pour le second tour ont facilité aussi les accords mais, à la différence des régionales, nous sommes en pleine phase de signatures ou de finalisation des accords et j'ai des éléments moins précis qui ne permettent pas une projection. Beaucoup d'accords ne sont toujours pas signés ou adoptés par les communistes, ce qui va là aussi poser potentiellement des questions statutaires au vu des contraintes de temps entre le choix des conseils départementaux, la validation des partenaires et le vote de nos adhérents.

Dans plusieurs dizaines de départements, des rassemblements de toute la gauche avec ou sans EELV, pourraient se conclure, comme en Isère ou le Cher avec, pour nous, des perspectives de progrès. Ailleurs nous passons souvent des accords avec le PS qui est sur les départementales notre principal interlocuteur de part son nombre d'élus et sa place dans les exécutifs de 29 départements avec des perspectives de progrès dans le Finistère ou en Pas-de-Calais et plusieurs autres départements. Nous avons aussi de nombreux binômes potentiel avec EELV ou la FI qui ont très peu de candidats. On assiste dans ces derniers moments à de la crispation et à des difficultés avec les différentes forces, tous les rassemblements annoncés n'iront pas au bout.

Des départements importants pourraient basculer de droite à gauche, avec une forte présence communiste et une progression de nos élus, le Nord, les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Puy-de-Dôme, l'Allier... En Seine-Maritime, le refus du PS et d'EELV d'arriver à un accord avec nous au régional fragilise la possibilité de bascule du département.

D'autres départements pourraient passer de gauche à droite, les Pyrénées-Orientales avec un danger RN, le Tarn ou le Val-de-Marne.

Nous avons, dans le Val-de-Marne, une situation difficile après les municipales et la perte de 4 villes et le débat des communistes sur Vitry. Nous venons de signer un accord avec le PS et avec la FI. En revanche, à ce stade, EELV pose des conditions inacceptables et son comportement tend à nous faire penser qu'ils ne travaillent pas localement à la victoire. Avec l'accord entre le PS et nous et celui de la FI, nous sommes en discussion sur un accord à minima avec EELV. Sur Vitry, la fédération porte une proposition visant à soutenir tous les sortants, cette solution se discute actuellement mais le risque d'affrontements entre communistes est toujours persistant. Si nous arrivons à un accord départemental des forces de gauche et écologistes, nous pourrions remporter cette bataille difficile pour le Val-de-Marne, y compris avec dans la situation actuelle, un bel atout pour nous : le bilan de la majorité départementale et de son président, notre camarade Christian Favier, ce qui permet d'envisager de bons résultats des candidats de la majorité départementale.

La perte de notre majorité dans le Val-de-Marne serait un coup terrible, d'abord pour les populations concernées et pour notre parti. La mobilisation doit être totale pour conserver la présidence communiste. Le gain de l'Allier va demander aussi une forte mobilisation dans des conditions compliquées, mais cela reste possible.

Nous devrions connaître une progression de nos 158 élus actuels, avec parfois seulement le gain d'un élu par département, mais ce qui est très important pour les fédérations. Se maintenir ou progresser dans les départements où nous sommes présents, revenir avec un ou des élus dans 10 ou 20 départements où nous n'avons plus d'élus, constituent autant d'atouts pour la suite et nous permettront de sortir renforcer de la séquence électorale.

Nous avons perdu en 2015 plus de 25 % de nos élus départementaux avec la modification des cantons, nous espérons en regagner le plus possible dans cette même configuration.

Dans les départementales, notamment, l'enjeu est aussi de se renforcer sur des territoires en vue des législatives à venir, que nous allons commencer à préparer comme nous l'avions fait très tôt pour les sénatoriales, en associant le groupe parlementaire. Avec à la sortie des départementales, l'identification des 50 circonscriptions les plus favorables pour nous, dont celles des sortants et sortantes. Sur la question sociale ou de l'autonomie, nous aurons en lien avec la présidentielle à nous appuyer sur ces centaines d'élus potentiels aux départementales. Je pense qu'il faut regarder si nous aurons la possibilité d'une rencontre avec le plus grand nombre de nos candidats d'ici le 20 juin ou avec nos élus par la suite.

La campagne va être très courte et beaucoup d'initiatives doivent se prendre sur les réseaux sociaux et en numérique, visio, vidéos, débats, propositions pour le département ou la région. C'est une situation totalement inédite, l'état d'esprit de nos concitoyens, l'abstention vont jouer sur les résultats. La réussite de la conférence nationale, ses choix comme le vote du 9 mai et notre présence médiatique améliorée, aideront nos candidats dans tous les départements et dans toutes les régions, notamment en Auvergne-Rhône-Alpes, en Corse et en Normandie.

J'insiste au niveau régional et y compris au niveau départemental sur la réactivité et la solidarité que nous devons avoir au soir du premier tour et dans le cadre des accords de second tour. Nous mettrons en place un dispositif national le soir du premier tour pour permettre de nous coordonner.